



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 19 mars 1999

APERÇU

◆ L'utilisation de la capacité industrielle augmente

L'utilisation de la capacité industrielle a augmenté au quatrième trimestre de 1998, après avoir régressé au cours des quatre trimestres précédents. L'intensification des activités dans la branche du matériel de transport explique en grande partie la hausse.

◆ Le nombre d'emplois varie peu

Après avoir augmenté pendant sept mois de suite, le nombre d'emplois a peu varié en février. Le taux de chômage est demeuré le même qu'en janvier, à 7,8 %.

◆ Légère baisse de l'emploi dans le secteur public en 1998

L'an dernier, l'emploi dans le secteur public a commencé à se stabiliser, les salaires et traitements ayant augmenté pour la première fois en cinq ans.

◆ Les ventes de véhicules neufs rebondissent

En janvier, les ventes de véhicules automobiles neufs ont fortement augmenté grâce aux ventes vigoureuses de camions.

◆ Premier déclin en trois mois de la valeur des permis de construction

La valeur totale des permis de construction a diminué en janvier pour la première fois en trois mois, sous l'effet du recul observé dans le secteur résidentiel. De son côté, le secteur non résidentiel a progressé pour un deuxième mois d'affilée.

◆ Les migrants choisissent l'Alberta

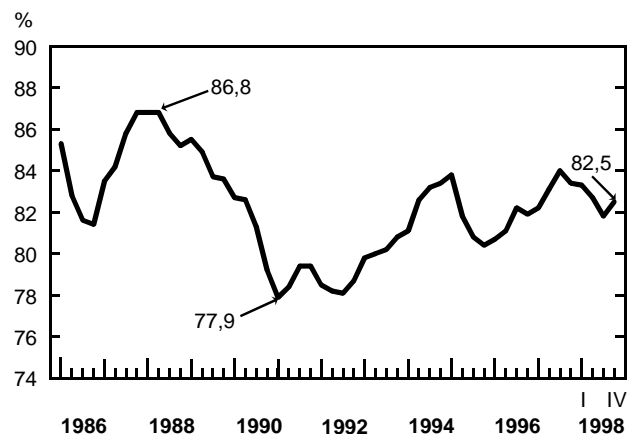
En 1997, l'Alberta était la destination préférée des Canadiens se déplaçant d'une province à l'autre. Quant à ceux qui arrivaient au Canada, leur choix se portait sur l'Ontario.

L'utilisation de la capacité industrielle augmente

Les industries ont fonctionné à 82,5 % de leur capacité au quatrième trimestre, en hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre. Cette hausse de l'utilisation de la capacité industrielle survient après quatre baisses trimestrielles d'affilée. Dans le secteur des biens non agricoles, la production s'est accrue de 1,2 %, mais cette progression a été en partie contrebalancée par un accroissement de la capacité. Les investissements des entreprises en usines et en matériel ont été importants au cours des dernières années, ce qui a donné lieu à une croissance de la capacité de production. Au cours des deux derniers trimestres de 1998, la croissance de la capacité a dépassé la croissance de la production. Le taux de croissance de la capacité pourrait toutefois ralentir cette année, car les entreprises ont l'intention de réduire quelque peu leurs dépenses.

Les fabricants ont augmenté leur taux d'utilisation de la capacité de 2,4 points au quatrième trimestre, celui-ci atteignant 85,1 %. Cela fait suite aux replis observés au cours des trois trimestres précédents. Sur les 22 groupes que comptent les industries manufacturières, 13 ont accru leur taux d'utilisation. La branche du matériel de transport a été la principale responsable de la croissance dans le secteur manufacturier. En reconstituant leurs stocks aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, les fabricants de

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



(suite à la page 2)



... L'utilisation de la capacité industrielle augmente

cette branche ont fait avancer leur taux d'utilisation de la capacité de 12,0 points, pour le porter à 90,3 %, ce qui correspond au taux le plus élevé enregistré depuis 20 ans.

Pour leur part, les fabricants de produits en verre, en ciment et en béton ont accéléré leur production au quatrième trimestre. Ils ont ainsi contribué à la plus grande partie de la hausse de 3,4 points du taux d'utilisation de la capacité dans la branche des produits minéraux non métalliques, qui s'est établi à 88,3 %. Dans la branche du bois, le taux a progressé de 2,6 points pour atteindre 86,5 %, étant donné que les producteurs de bois de construction ont augmenté leur production. En ce qui concerne la branche du papier et des produits connexes, une activité accrue chez les fabricants de produits des pâtes et papiers s'est traduite par une hausse de 2,5 points du taux d'utilisation de la capacité, qui s'est fixé à 87,6 %. De leur côté, les fabricants de produits en caoutchouc ont augmenté leur production, ce qui a porté leur taux d'utilisation de la capacité à 95,5 %, en hausse de 2,5 points. Dans la branche des produits raffinés du pétrole et du charbon, le taux d'utilisation de la capacité a progressé de 2,5 points pour s'établir à 97,9 %, un nouveau sommet. Dans ce cas cependant, la réduction de la capacité a exagéré la faible hausse de la production.

Toujours dans le secteur manufacturier, la branche de la première transformation des métaux a connu une légère augmentation de la capacité qui, combinée à un fléchissement de la production, a ramené le taux à 86,9 %, en baisse de 2,1 points. De même, dans la branche de la fabrication des produits métalliques, un léger recul de la production a été amplifié par une augmentation de la capacité, ce qui a donné lieu à un repli de 1,4 point du taux d'utilisation de la capacité, qui s'est fixé à 80,8 %. Par ailleurs, les fabricants de chaussures ont été la cause principale de la forte baisse de la production dans la branche du cuir et des produits connexes. Cette diminution a été en partie compensée par une réduction de la capacité, de sorte que le taux d'utilisation de la capacité a reculé de 4,1 points pour descendre à 74,1 %. Les industries textiles de première transformation ont enregistré un déclin semblable de leur taux (- 3,6 points, pour tomber à 79,3 %), une baisse de la production ayant été en partie contrebalancée par un recul de la capacité.

Du côté du secteur non manufacturier, la demande à l'exportation de produits forestiers s'est traduite par une hausse

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Statistique Canada calcule les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité à partir des mesures de son stock de capital. En outre, depuis 1987, des enquêtes sont menées auprès des entreprises pour obtenir leurs estimations de l'utilisation annuelle de la capacité, afin de produire des mesures industrielles découlant de l'enquête. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relativement à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux tirés de l'enquête servent à ancrer les séries trimestrielles calculées et à s'assurer qu'elles reflètent ces modifications. Les taux ont été révisés jusqu'au premier trimestre de 1995.

de la production dans la branche d'activité de l'abattage et de l'exploitation forestière, qui a été en partie compensée par un accroissement de la capacité. Le taux d'utilisation de la capacité dans cette branche a atteint 83,3 %, en hausse de 1,4 point. En raison d'une activité accrue dans la construction résidentielle, l'utilisation de la capacité a progressé de 0,5 point, ce qui a porté le taux à 82,6 %.

La faiblesse des prix sur les marchés internationaux a continué de contribuer à la baisse de la production des mines, des carrières et des puits de pétrole, où le taux d'utilisation de la capacité a fléchi de 3,0 points et s'est fixé à 73,2 %. Dans les services publics, une progression de 1,2 point de l'utilisation de la capacité industrielle dans les réseaux de distribution de gaz a été plus qu'entièrement neutralisée par un repli de 3,9 points dans les réseaux d'énergie électrique. Cela a ramené le taux pour la branche des réseaux d'énergie électrique et de distribution de gaz à 80,5 %, en baisse de 3,2 points.

Données stockées dans CANSIM : matrice 3140.

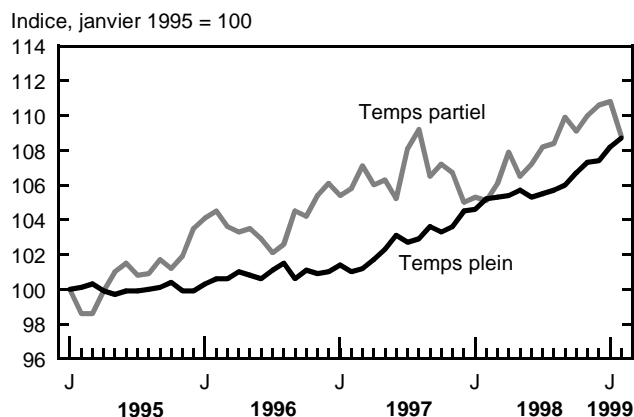
Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.

Le nombre d'emplois varie peu

Après sept hausses mensuelles d'affilée, le nombre d'emplois a peu varié en février (+ 13 000), pour se chiffrer à 14 664 000. Cela porte la croissance de l'emploi à 476 000 depuis février 1998. Le taux de chômage est demeuré inchangé par rapport au taux de 7,8 % enregistré en janvier, le plus bas depuis juin 1990.

En février, le nombre d'emplois à temps plein s'est accru de façon appréciable (+ 61 000), mais cette croissance a été annulée par une baisse du nombre d'emplois à temps partiel (- 48 000). Tant les hommes que les femmes adultes ont bénéficié du nombre accru d'emplois à temps plein. Chez les hommes, 23 000 emplois de plus ont été créés, dont 19 000 à temps plein. En raison d'une augmentation similaire de la population active, le taux de chômage est demeuré inchangé à 6,7 %. Chez les femmes, le nombre d'emplois a légèrement progressé de 16 000 en février, la hausse

Emploi à temps plein et à temps partiel



(suite à la page 3)

... Le nombre d'emplois varie peu

du nombre de postes à temps plein (+ 49 000) ayant été en partie annulée par la perte de postes à temps partiel (- 33 000). Le taux de chômage chez les femmes adultes est resté le même, à 6,6 %.

Sur le marché du travail des jeunes, le nombre d'emplois a régressé de 25 000 en février, après s'être fortement accru au cours de la dernière année. Les pertes étaient réparties également entre les emplois à temps plein et ceux à temps partiel et étaient concentrées dans la branche du commerce. Le taux de chômage a quant à lui légèrement augmenté de 0,3 point pour se fixer à 14,2 %. Malgré les pertes de février, l'emploi chez les jeunes affiche une hausse de 7,2 % par rapport à il y a 12 mois.

En ce qui touche les travailleurs indépendants, leur nombre s'est accru de 34 000 en février. La vigueur continue du travail indépendant porte la hausse pour ce groupe à 7 % par rapport à février 1998. Dans le secteur privé, le nombre d'employés a faiblement diminué (- 0,3 %), alors que l'emploi dans le secteur public a peu varié (+ 0,1 %). En comparaison, le nombre d'employés dans les secteurs privé et public a augmenté respectivement de 2,8 % et de 1,9 % au cours de la dernière année.

Le secteur de la production de biens a accru son effectif de 22 000 emplois en février. Plusieurs branches de ce secteur ont enregistré de faibles hausses. En particulier, la branche de la fabrication a connu peu de changement après l'accroissement considérable (+ 55 000) de janvier. Dans le secteur des services, l'emploi a aussi peu varié en février. Un recul de 26 000 emplois dans les services d'enseignement a été partiellement annulé par une légère progression dans les autres branches du secteur des services. La chute de l'emploi dans les services d'enseignement fait suite à une forte augmentation en janvier (+ 37 000) et ramène le niveau de l'emploi dans cette branche plus près du niveau à long terme.

À l'échelle provinciale, le nombre d'emplois a diminué de près de 30 000 au Québec en février, les pertes les plus importantes étant survenues dans le commerce et les administrations publiques. Le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,2 point pour s'établir à 10 %, après avoir affiché un taux inférieur à 10 % au cours des quatre mois précédents. Depuis février 1998, le nombre d'emplois s'est accru de 77 000. En Ontario, 23 000 emplois se sont ajoutés en février, ce qui représente une hausse similaire à celle de la population active. Le taux de chômage est demeuré

Note aux lecteurs

Depuis janvier 1999, trois changements majeurs touchent les estimations de l'Enquête sur la population active. Premièrement, les estimations selon la branche d'activité sont passées de la Classification type des industries de 1980 au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Deuxièmement, les estimations selon la profession sont passées de la Classification type des professions de 1980 à celle de 1991. Finalement, la définition du secteur public a été modifiée. Les données résultant de ces trois changements et d'autres modifications ne sont pas comparables aux données publiées précédemment. Toutefois, des données historiques révisées sont disponibles dans CANSIM ainsi que dans le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active 1998. Pour plus de renseignements sur les changements relatifs à l'enquête, consultez le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) ou communiquez avec Marc Lévesque au (613) 951-2793, Division des enquêtes-ménages.

inchangé à 6,6 %. Dans la province, le nombre d'emplois est maintenant supérieur de 203 000 à ce qu'il était en février 1998.

À Terre-Neuve, le nombre d'emplois a progressé de 7 000, principalement chez les femmes (+ 5 000), alors que le nombre de chômeurs a chuté de 5 000. Le taux de chômage est tombé de 2,1 points pour s'établir à 15,5 %, soit le plus faible taux depuis 1990. La situation de l'emploi s'est améliorée à Terre-Neuve au cours des 12 derniers mois, le nombre d'emplois ayant progressé de 14 000. À l'Île-du-Prince-Édouard, 1 400 emplois de plus ont été créés. Là aussi, le taux de chômage a fléchi, baissant de 1,5 point pour s'établir à 14,9 %. La situation de l'emploi a peu varié dans les autres provinces.

Données stockées dans CANSIM : matrices 3450 à 3471, 3483 à 3502 et tableau 00799999.

Le résumé intitulé **Information population active** (71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 20 février 1999, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sunter au (613) 951-4740 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division des enquêtes-ménages. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 10.)

Enquête sur la population active, février 1999

Données désaisonnalisées

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 912,8	0,1	14 664,0	0,1	1 248,9	7,8
Terre-Neuve	247,3	0,9	209,1	3,5	38,3	15,5
Île-du-Prince-Édouard	73,0	0,6	62,1	2,3	10,9	14,9
Nouvelle-Écosse	457,2	0,6	409,1	0,0	48,1	10,5
Nouveau-Brunswick	378,9	- 0,5	336,2	- 0,4	42,7	11,3
Québec	3 739,7	- 0,7	3 366,7	- 0,9	373,0	10,0
Ontario	6 171,2	0,4	5 767,0	0,4	404,3	6,6
Manitoba	584,4	- 0,4	551,9	- 0,4	32,5	5,6
Saskatchewan	511,7	0,1	477,8	0,0	33,9	6,6
Alberta	1 645,8	0,5	1 550,5	0,5	95,3	5,8
Colombie-Britannique	2 103,6	0,4	1 933,7	0,4	169,9	8,1

Note : Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Légère baisse de l'emploi dans le secteur public en 1998

L'emploi dans le secteur public a commencé à se stabiliser en 1998, après avoir diminué de 1,8 % en moyenne au cours des cinq années précédentes. L'an dernier, le secteur public a employé en moyenne un peu moins de 2,8 millions de personnes, en faible baisse de 0,6 % par rapport à 1997, ce qui représente 15 400 emplois de moins. Il s'agit de la plus petite diminution annuelle enregistrée depuis 1993. À titre de comparaison, les effectifs du secteur public ont fléchi d'environ 88 000 en 1996 et d'environ 70 000 en 1997. En 1998, le déclin de l'emploi dans le secteur public est survenu presque entièrement dans l'administration publique, et non dans le secteur des entreprises publiques. (Le secteur public renferme toutes les unités institutionnelles sous contrôle gouvernemental.)

Parmi les provinces, les reculs les plus marqués du nombre d'emplois dans l'ensemble du secteur public sont survenus au Québec (- 13 400) et en Ontario (- 3 400). L'emploi dans le secteur public a augmenté le plus en Alberta (+ 1 600).

Après plusieurs années de restrictions budgétaires très serrées et de restructuration de la part des administrations publiques, il y a maintenant autant de Canadiens travaillant dans le secteur public qu'il y en avait en 1984. Cependant, le secteur public comptait en moyenne 92 employés pour 1 000 habitants en 1998 comparativement à 108 employés pour 1 000 habitants en 1984.

Le déclin de l'emploi dans le secteur public en 1998 a touché essentiellement les trois ordres de l'administration publique. En 1998, les administrations fédérale, provinciales et territoriales ainsi que locales employaient en moyenne un peu plus de 2,5 millions de personnes, en baisse de 0,6 % par rapport à 1997. Par ailleurs, dans le secteur des entreprises publiques, l'autre composante majeure du secteur public, le nombre d'emplois est resté pratiquement inchangé en 1998 et se situait à 257 700.

Parmi les trois ordres d'administration, ce sont les effectifs fédéraux qui ont connu la plus forte baisse, soit environ 47 % du recul total. L'administration fédérale (y compris les militaires) employait en moyenne 331 100 personnes en 1998, en baisse de 2,0 %, ou de 6 900 emplois, par rapport à 1997. La réduction de l'emploi dans l'administration fédérale au Québec tient compte du transfert de près de 1 100 employés vers l'administration provinciale plus tôt cette année-là.

Pour leur part, les effectifs des administrations provinciales et territoriales ont diminué d'environ 6 100 personnes pour se fixer à 1,3 million. Les hôpitaux de l'Ontario et du Québec ainsi que l'administration générale en Ontario ont été responsables de la majeure partie de la diminution enregistrée à l'échelle provinciale et territoriale.

En ce qui concerne les administrations locales, le nombre d'employés a connu une baisse d'environ 1 700 pour s'établir à

Emploi dans le secteur public, 1998

	Nombre d'emplois	Variation annuelle en %
Canada	2 780 885	- 0,6
Terre-Neuve	55 205	0,8
Île-du-Prince-Édouard	15 855	- 1,7
Nouvelle-Écosse	105 490	- 1,4
Nouveau-Brunswick	78 829	1,5
Québec	717 533	- 1,8
Ontario	949 438	- 0,5
Manitoba	128 113	1,0
Saskatchewan	111 845	0,8
Alberta	255 179	0,6
Colombie-Britannique	343 906	- 0,4
Yukon	4 939	3,4
Territoires du Nord-Ouest	10 898	0,3
Extérieur du Canada	2 935	- 3,2

889 800. Les diminutions dans les effectifs locaux ont été plus grandes au Québec et en Colombie-Britannique, tandis que l'Ontario a enregistré la plus importante augmentation à ce chapitre.

En 1998, les salaires et traitements versés aux employés du secteur public ont augmenté pour la première fois en cinq ans. Ces derniers ont reçu 101,6 milliards de dollars en salaires et traitements l'an passé, en hausse de 0,6 % par rapport à 1997. Le gouvernement fédéral a versé 14,4 milliards de dollars en 1998, c'est-à-dire 116 millions de dollars de plus qu'en 1997. Les salaires et traitements versés par les provinces et les territoires ont atteint 43,2 milliards de dollars, en hausse de 370 millions de dollars comparativement à 1997. La grande partie de cette hausse a été le fait des services sociaux et des services de santé. Quant aux administrations locales, elles ont versé 33,0 milliards de dollars en 1998. Même si la rémunération totale versée par les administrations locales n'a pas beaucoup changé, les salaires et traitements versés par les conseils scolaires ont augmenté de 351 millions de dollars, alors que ceux versés par les administrations municipales ont diminué de 258 millions de dollars. Pour sa part, le secteur des entreprises publiques a payé 11,1 milliards de dollars en salaires et traitements.

Données stockées dans CANSIM : matrices 2720, 2860, 2863, 2864 et 2866.

La publication annuelle **Emploi et salaires et traitements dans le secteur public, 1996** (72-209-XPB, 44 \$) est déjà en vente. Des données sous forme de totalisations spéciales sont également disponibles. Pour plus de renseignements sur les produits et services, communiquez avec Viola Jabbour au (613) 951-0767 (courriel : jabbvio@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Robert Sauvé au (613) 951-8306, Division des institutions publiques.

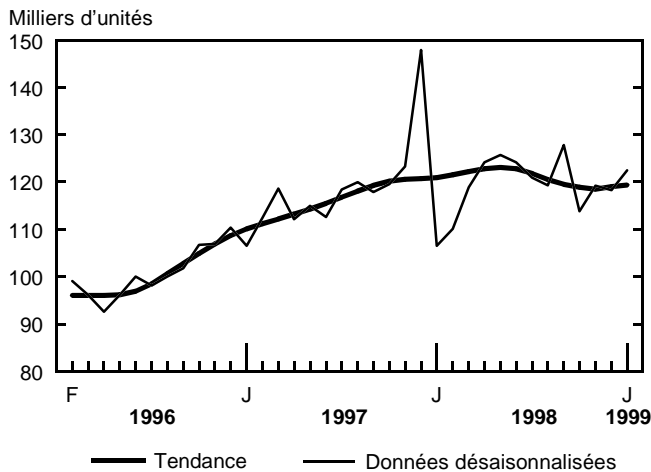
Les ventes de véhicules neufs rebondissent

Grâce à la vigueur des ventes de camions, les ventes totales de véhicules automobiles neufs en janvier ont augmenté de 3,6 %, pour s'élever à 122 527 unités. Cette hausse fait suite à une baisse de 0,8 % survenue en décembre 1998. De façon générale, les ventes de véhicules automobiles neufs ont affiché des baisses à partir du printemps 1998 jusqu'à la fin de l'année.

Les ventes de camions neufs se sont accrues de 8,9 % en janvier, pour passer à 58 842 unités. Il s'agit de la première augmentation mensuelle depuis septembre 1998 et de la plus importante hausse depuis mars de la même année (+ 10,4 %). Dans l'ensemble, les ventes de camions régressent depuis le début de 1998. Pour leur part, les ventes de voitures particulières ont fléchi de 0,9 % en janvier, en baisse pour un deuxième mois de suite. Les ventes de voitures construites en Amérique du Nord et à l'étranger ont toutes deux connu un recul (- 1,0 % et - 0,3 % respectivement). De manière générale, les ventes de voitures particulières progressent depuis le printemps 1996, mais à rythme de plus en plus lent.

Les ventes de véhicules automobiles neufs de janvier 1999 étaient de 15,0 % supérieures à celles de janvier 1998, mois où les ventes avaient été exceptionnellement faibles. Cette situation peut s'expliquer par la possibilité que les concessionnaires aient

Ventes de véhicules automobiles neufs



Note aux lecteurs

On entend par voitures particulières les voitures utilisées à des fins personnelles ou commerciales (par exemple, les taxis et les voitures de location). Les camions comprennent les mini-fourgonnettes, les fourgonnettes, les véhicules utilitaires à caractère sportif, les camions légers et lourds, les autocars et les autobus.

En raison de la fusion de Daimler-Benz et Chrysler, les données sur les ventes des trois grands constructeurs de véhicules automobiles (General Motors, Ford et Chrysler) ne sont plus disponibles.

À moins d'indication contraire, toutes les données sont désaisonnalisées. Pour des raisons de confidentialité des données, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont inclus dans la Colombie-Britannique.

provoqué un certain déplacement des ventes en décembre 1997 au détriment de janvier 1998 en offrant d'attrayantes mesures incitatives à l'achat. Jumelé à la tempête de verglas de janvier, ce déplacement des ventes semble avoir contribué à réduire de façon appréciable les ventes de véhicules neufs en janvier 1998.

Toutes les provinces ont enregistré une augmentation de leurs ventes de véhicules automobiles neufs d'une année à l'autre en janvier (données non désaisonnalisées), sauf les trois provinces situées les plus à l'ouest. Le Québec a enregistré la plus importante hausse annuelle (+ 42,3 %). De leur côté, la Saskatchewan (- 7,1 %), l'Alberta (- 6,6 %) et la Colombie-Britannique (- 2,5 %) ont affiché une baisse de leurs ventes comparativement à janvier 1998. Les ventes de camions ont diminué dans les trois provinces, alors que les ventes de voitures particulières ont fléchi seulement en Colombie-Britannique. La faible performance des ventes dans ces provinces tient peut-être à la confiance moins élevée des consommateurs à cause des faibles prix des marchandises.

Données stockées dans CANSIM : matrice 64.

Le numéro de janvier 1999 de *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) paraîtra à une date ultérieure. Pour plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec la Sous-section des services à la clientèle au (613) 951-3549 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca) ou composez sans frais le 1 877 421-3067. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Greg Peterson au (613) 951-3592 (courriel : petegre@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.

Premier déclin en trois mois de la valeur des permis de construction

En janvier, la valeur totale des permis de construction a diminué pour la première fois en trois mois, fléchissant de 2,9 % par rapport à décembre 1998 pour s'établir à 2,7 milliards de dollars. Cette baisse s'explique par le recul, pour un deuxième mois de suite, des projets de construction dans le secteur résidentiel. Les municipalités ont délivré 7,5 % moins de permis résidentiels en janvier, leur valeur s'établissant à 1,5 milliard de dollars. Quant au secteur non résidentiel, il a progressé pour un deuxième mois d'affilée, la valeur des permis augmentant de 3,2 % pour se fixer à 1,2 milliard de dollars.

Note aux lecteurs

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le secteur de la construction. La valeur des projets de construction ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueducs, égouts, ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain. Sauf indication contraire, les données présentées ici sont désaisonnalisées.

(suite à la page 6)

... Premier déclin en trois mois de la valeur des permis de construction

Les projets de construction dans les deux composantes du secteur de l'habitation ont affiché un ralentissement en janvier. Toutefois, c'est la composante multifamiliale qui a subi la plus forte diminution, la valeur des permis de construction chutant de 13,7 % pour descendre à 388 millions de dollars. Les projets de construction de logements unifamiliaux ont accusé un repli de 5,1 %, pour se chiffrer à 1,1 milliard de dollars. Malgré le ralentissement de janvier, les projets de construction résidentielle sont de 1,1 % supérieurs à ceux de janvier 1998.

Les perspectives pour le secteur résidentiel sont positives pour 1999 même si on a observé un faible recul des mises en chantier en janvier (- 1,4 %) et la plus forte diminution des ventes de maisons existantes (- 6,9 %) en plus d'un an. En effet, l'augmentation substantielle de la confiance des consommateurs au dernier trimestre de 1998, la hausse prévue des investissements dans l'habitation pour une quatrième année consécutive en 1999, les taux hypothécaires à long terme qui restent favorables, la stabilité des prix des logements en janvier dernier, la progression de l'emploi à temps plein en 1998 et la hausse du revenu personnel disponible sont autant de facteurs qui devraient stimuler l'activité dans le secteur résidentiel cette année.

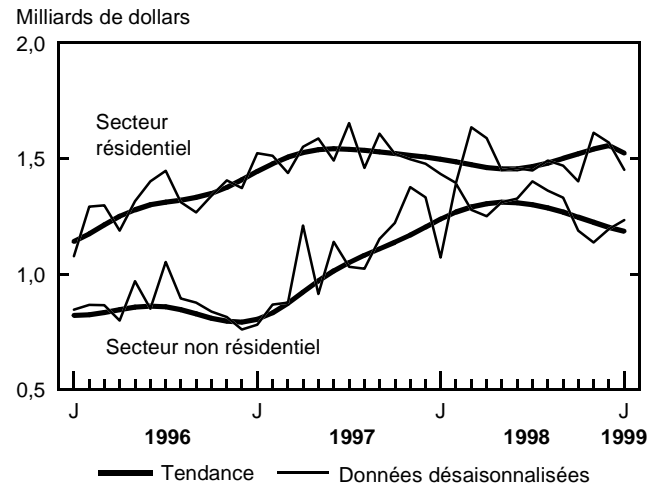
À l'échelle provinciale, les diminutions les plus importantes sont survenues en Ontario et en Alberta dans le secteur résidentiel. Dans les deux cas, la baisse est surtout le fait d'un repli des projets de construction de logements multifamiliaux. Les hausses les plus marquées se sont produites en Colombie-Britannique, au Québec et en Nouvelle-Écosse. Pour ces trois provinces, c'est la composante unifamiliale qui a le plus augmenté, particulièrement au Québec, où cette composante a atteint son niveau le plus élevé depuis le milieu de 1994.

Le secteur non résidentiel a quant à lui profité de la hausse des projets de construction industrielle. La valeur des permis de construction industrielle a ainsi fait un bond de 33,8 % pour s'établir à 385 millions de dollars, sa valeur la plus élevée depuis juillet dernier. De grands projets de construction en Ontario et au Québec sont les principaux facteurs de la hausse.

En ce qui concerne la composante institutionnelle, elle s'est accrue de 16,6 % pour atteindre 228 millions de dollars. La plus grande partie de l'activité provenait de projets de construction d'immeubles de services sociaux et de maisons de repos. La plus importante hausse de cette composante a été observée en Alberta, où les projets institutionnels ont plus que quadruplé (+ 345,4 %), se chiffrant à 79 millions de dollars, ce qui représente la valeur la plus élevée depuis mai 1989.

La composante commerciale a été la seule à afficher une diminution en janvier (- 12,8 %), pour chuter à 621 millions de dollars. Les projets d'immeubles de commerce, de services et de loisirs ont accusé les plus importantes pertes. Les plus forts reculs ont été enregistrés en Alberta (- 39,0 %, pour s'établir à 10 millions

Valeur des permis de construction résidentielle et non résidentielle



de dollars) et en Colombie-Britannique (- 38,1 % pour s'établir à 49 millions de dollars).

La valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel était de 15,1 % plus élevée en janvier 1999 comparativement au même mois de 1998. Les perspectives pour ce secteur sont positives cette année, si l'on en juge par les résultats de l'économie canadienne au cours du quatrième trimestre de 1998 et par l'augmentation de 15,1 % des bénéficiaires d'exploitation des entreprises. Le Conference Board du Canada a déclaré que le niveau de confiance des entreprises a augmenté au quatrième trimestre de 1998. De plus, la construction non résidentielle (à l'exclusion du secteur de l'ingénierie) devrait progresser de plus de 6 % en 1999, selon l'Enquête sur les investissements privés et publics de Statistique Canada.

Parmi les provinces, le secteur de la construction non résidentielle a connu les plus importantes hausses en Ontario, au Québec et au Manitoba. Par contre, les baisses les plus marquées ont été enregistrées en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Alberta. À l'exception de la composante institutionnelle en Alberta, l'ensemble des composantes dans ces trois provinces ont régressé.

Données stockées dans CANSIM : matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de janvier 1999 de **Permis de bâtir** (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) sera en vente bientôt. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Ginette Gervais au (613) 951-2025 (courriel : gervgin@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

(suite à la page 7)

... Premier déclin en trois mois de la valeur des permis de construction

Permis de construction, janvier 1999

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %	Millions de dollars	Variation mensuelle en %
Canada	2 684,4	- 2,9	1 450,6	- 7,5	1 233,8	3,2
Terre-Neuve	52,0	41,7	11,8	6,1	40,2	57,2
Île-du-Prince-Édouard	4,7	- 50,1	2,1	- 60,0	2,6	- 37,2
Nouvelle-Écosse	72,5	14,3	36,0	10,7	36,5	18,0
Nouveau-Brunswick	30,1	- 30,3	21,1	4,3	9,0	- 60,9
Québec	582,9	5,3	287,0	2,4	295,9	8,3
Ontario	1 124,7	- 3,8	629,4	- 16,3	495,2	18,6
Manitoba	85,6	29,8	34,4	2,6	51,1	58,0
Saskatchewan	35,1	- 43,2	13,9	- 31,4	21,2	- 49,0
Alberta	432,2	- 5,4	233,9	- 4,3	198,4	- 6,8
Colombie-Britannique	254,1	- 14,4	177,3	7,8	76,9	- 42,1
Yukon	2,5	- 32,3	2,5	- 4,5	0,0	- 97,5
Territoires du Nord-Ouest	7,9	234,3	1,1	- 40,9	6,8	1 217,4

Note : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement. Certaines variations en pourcentage doivent être interprétées avec précaution en raison des petits nombres en cause.

Les migrants choisissent l'Alberta

Près de 1,2 million de résidents canadiens se sont déplacés à l'intérieur du pays de 1996 à 1997. Si on les compare à ceux effectués de 1995 à 1996, les déplacements entre les provinces et territoires ont été essentiellement les mêmes (+ 0,4 %) et ont été contrebalancés par une légère baisse du nombre de résidents qui se sont déplacés à l'intérieur d'une même province (- 0,5 %). Dix régions métropolitaines de recensement ont affiché des pertes nettes en raison de la migration, qui se chiffraient toutes à moins de 1 % de leur population totale.

L'Alberta était le choix le plus populaire des personnes qui se sont déplacées à l'intérieur du pays. Cette province a enregistré une migration interprovinciale nette de 26 300 personnes, plus de trois fois la progression atteinte de 1995 à 1996. La croissance économique de l'Alberta a encouragé un très grand nombre de personnes à venir chercher un emploi dans cette province et en a incité un moins grand nombre à quitter la province. La Colombie-Britannique a enregistré la deuxième croissance nette en importance en ce qui concerne la migration interprovinciale (+ 9 900). Ce chiffre représente toutefois une baisse par rapport à l'augmentation nette de 22 000 personnes observée au cours de la période précédente.

De 1996 à 1997, le Canada a reçu 262 500 nouveaux arrivants internationaux, dont 224 900 immigrants et 37 600 Canadiens revenant au pays, militaires, membres du personnel d'ambassades ou résidents non permanents. Parmi les personnes qui ont quitté le pays de 1996 à 1997, 49 600 étaient des émigrants et 4 700, des militaires, des membres du personnel d'ambassades ou des résidents non permanents. L'Ontario était la destination préférée de 52 % des immigrants et des Canadiens revenant au pays, suivie de la Colombie-Britannique (22 %) et du Québec (13 %).

Pour ce qui est de la migration nette totale (interprovinciale et internationale), l'Ontario a affiché la progression nette la plus

Note aux lecteurs

Les données migratoires présentées ici sont fondées sur l'adresse fournie dans les déclarations de revenus des particuliers remplies au printemps de 1996 et de 1997 ainsi que sur les estimations de la population. Les déplacements entre deux divisions de recensement sont comptés dans la migration, ce qui n'est pas le cas des déplacements à l'intérieur d'une même ville ou d'une même division de recensement.

élevée du nombre de migrants (+ 114 800), alors que Terre-Neuve a enregistré la diminution nette la plus marquée (- 7 800). De son côté, le Québec a connu la plus importante baisse nette du nombre de personnes se déplaçant vers d'autres provinces et territoires (- 17 400). Cette baisse a cependant été compensée par une hausse internationale nette de 26 700 personnes, de sorte que la migration nette totale s'est établie à 9 300 personnes de plus.

Parmi les régions métropolitaines de recensement (RMR), ce sont les RMR de Toronto et de Vancouver qui ont maintenu une fois de plus les flux migratoires les plus importants vers l'intérieur et vers l'extérieur. Dans l'ensemble, 265 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de la RMR de Toronto, alors que les déplacements totaux de la RMR de Vancouver ont touché 156 000 personnes. La RMR de Toronto a enregistré une augmentation migratoire nette de 76 600 personnes, parmi lesquelles 59 % étaient des arrivées internationales. Plus d'une personne sur trois (38 %) a choisi de s'établir dans la RMR de Toronto dans l'ensemble des arrivées internationales au Canada. En ce qui concerne la RMR de Vancouver, la migration a fait augmenter la population de 45 300 personnes de 1996 à 1997. Des 100 500 arrivées à Vancouver, 52 % provenaient de l'extérieur du pays, 27 %, des autres provinces et le reste, d'une autre partie de la province.

(suite à la page 8)

... Les migrants choisissent l'Alberta

Calgary a enregistré la troisième progression nette de migrants en importance (+ 21 200). La RMR d'Edmonton a, quant à elle, bénéficié de l'augmentation des possibilités d'emploi reliées aux industries des ressources naturelles. En raison de la migration, il y a eu une croissance nette de 6 100 personnes dans cette RMR.

Bien que la RMR de Montréal ait perdu 14 500 résidents à cause de la migration interprovinciale nette, elle a quand même affiché une croissance migratoire nette de 6 500 personnes. En effet, la perte survenue en raison des déplacements vers d'autres

provinces et territoires a été contrebalancée par une progression nette de 22 700 arrivées internationales.

Données stockées dans CANSIM : matrice 6981.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage au sujet des données sur la migration pour les divisions de recensement, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.

Migration, 1996 à 1997

	Interprovinciale		Internationale		Migration totale nette, 1996 à 1997	Migration totale nette, 1995 à 1996
	Entrées	Sorties	Entrées	Sorties		
Terre-Neuve	6 960	15 100	690	340	- 7 780	- 7 140
Île-du-Prince-Édouard	2 690	2 560	240	100	290	690
Nouvelle-Écosse	15 880	17 530	3 750	1 010	1 090	1 650
Nouveau-Brunswick	11 230	12 490	1 240	1 090	- 1 110	- 690
Québec	20 440	37 870	34 170	7 460	9 280	9 990
Ontario	69 980	68 000	136 150	23 310	114 830	92 330
Manitoba	13 880	19 760	5 590	2 570	- 2 850	- 2 150
Saskatchewan	16 770	19 570	2 500	1 130	- 1 430	- 1 350
Alberta	70 330	44 050	18 830	8 810	36 300	14 130
Colombie-Britannique	59 430	49 550	59 010	8 320	60 580	62 150
Yukon	1 910	1 960	130	70	10	580
Territoires du Nord-Ouest	2 840	3 920	140	100	- 1 040	- 650

Nouveautés de Statistique Canada



CD-ROM sur les produits livrés par les fabricants canadiens 1988 à 1996

Le CD-ROM *Produits livrés par les fabricants canadiens, 1988-1996* est un nouvel outil d'analyse vous permettant de chercher la valeur et la quantité de marchandises fabriquées au Canada et dans chacune des provinces. Il fournit également l'origine de la fabrication des biens par industrie, selon la Classification type des industries.

Le CD-ROM est facile à utiliser : à partir d'un code de produit ou d'une recherche par mot clé, vous pouvez obtenir en quelques secondes la valeur et la quantité d'un bien livré. Vous pouvez également suivre la tendance des biens fabriqués ou tout simplement calculer la part du marché au Canada ou à l'intérieur d'une province. Ce produit comprend aussi un système vous permettant de retracer les changements qui ont touché les codes de marchandises et inclut la Classification type des biens ainsi que la Classification type des industries.

Le CD-ROM *Produits livrés par les fabricants canadiens, 1988-1996* (31-211-XCB, 430 \$ pour usage simple) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Marie Houle au (613) 951-9497 (télécopieur : (613) 951-3522; courriel : manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Les familles canadiennes à l'approche de l'an 2000 Recensement de 1991

La publication *Les familles canadiennes à l'approche de l'an 2000*, le quatrième titre tiré de la série des monographies du recensement, compare la structure et la composition des ménages et des familles en 1991 avec celles du tout début des années 1960. L'approche utilisée pour l'étude de la famille consiste à analyser comment les adultes sont affectés par les récents changements relatifs au mariage, au divorce et à la fécondité et par la façon dont ces changements transforment le cours de leur vie.

La monographie s'attarde également à l'étude des enfants et de leur environnement, lequel est affecté par les décisions parentales. Enfin, cette monographie étudie les aspects démographiques de la vie familiale en intégrant plusieurs aspects des conditions de vie, telles que le logement, la profession des parents et les ressources financières.

La monographie *Les familles canadiennes à l'approche de l'an 2000* (96-321-MPF, n° 4; 34,95 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements concernant cette monographie ou les autres monographies de la série, communiquez avec Gustave Goldmann au (613) 951-1472 (courriel : goldgus@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.

Tendances sociales canadiennes Printemps 1999

Le numéro du printemps 1999 de *Tendances sociales canadiennes* présente cinq articles : « Continuer de vivre chez ses parents », « Niveau de scolarité des jeunes adultes autochtones », « Au travail malgré un problème de santé chronique », « Les nouveaux immigrants dans la population active » et « Les aînés : un groupe diversifié qui vieillit bien ».

Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente aussi les indicateurs sociaux les plus récents ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

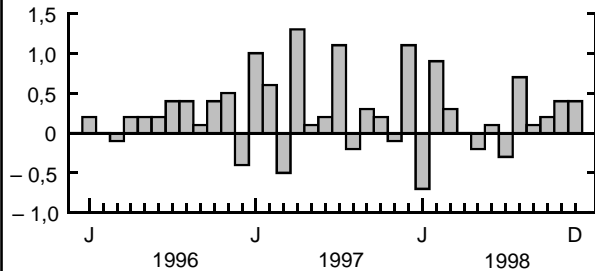
Le numéro du printemps 1999 de *Tendances sociales canadiennes* (11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Renée Langlois au (613) 951-0878 (courriel : cstsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.



Tendances actuelles

Produit intérieur brut

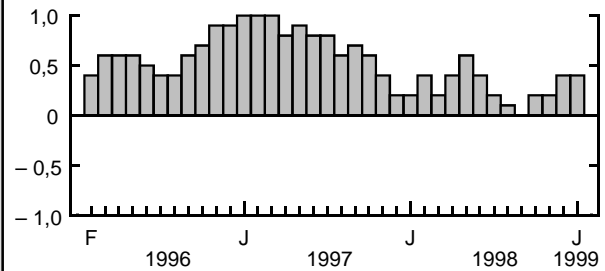
Variation mensuelle en %



L'activité économique a progressé de 0,4 % en décembre, enregistrant une cinquième hausse mensuelle consécutive depuis l'acalmie survenue en milieu d'année.

Indice composite

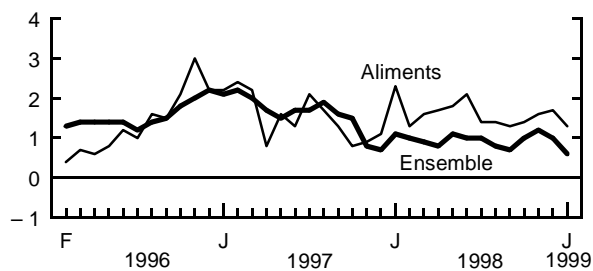
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé s'est accru de 0,4 % en janvier, un taux égal à la croissance révisée à la hausse de décembre.

Indice des prix à la consommation

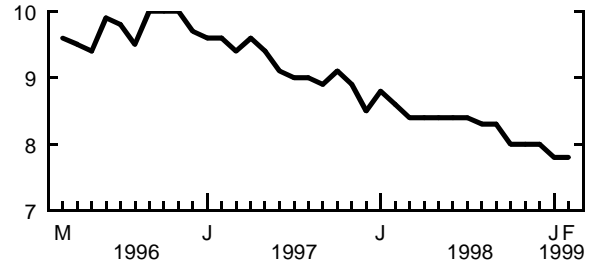
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 0,6 % de plus pour l'achat de biens et de services en janvier 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,3 %.

Taux de chômage

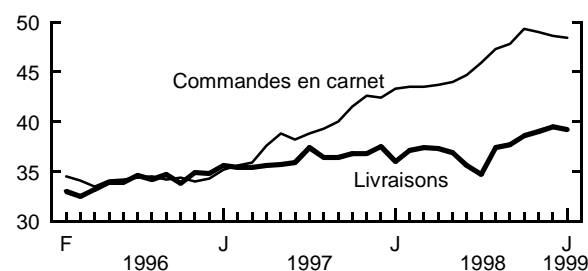
%



En février, le taux de chômage est demeuré à 7,8 %, soit le taux le plus bas depuis juin 1990.

Fabrication

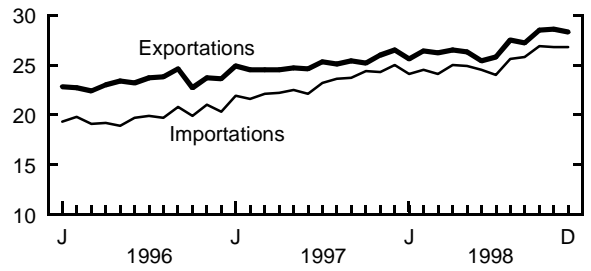
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont fléchi de 0,7 % en janvier, pour s'établir à 39,2 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,3 %, pour se fixer à 48,4 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En décembre, les exportations de marchandises ont faiblement baissé de 0,7 % par rapport à novembre, pour se fixer à 28,3 milliards de dollars. Les importations sont demeurées stables à 26,8 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars, 1992)	décembre	727,5	0,4 %	2,1 %
Indice composite (1981 = 100)	janvier	210,1	0,4 %	3,8 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1998	28,7	15,1 %	-1,0 %
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4 ^e trim. de 1998	82,5	0,7 †	-0,9 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	décembre	20,8	-0,3 %	0,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier*	122,5	3,6 %	15,0 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février*	14,66	0,1 %	3,4 %
Taux de chômage (%)	février*	7,8	0,0 †	-0,8 †
Taux d'activité (%)	février*	65,8	0,0 †	0,8 †
Revenu du travail (milliards de dollars)	décembre*	39,4	0,5 %	3,4 %
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	décembre	608,04	0,1 %	1,2 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février	148	0,7 %	8,8 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	28,3	-0,7 %	6,9 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	décembre	26,8	0,0 %	7,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	décembre	1,5	-0,3	0,0
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier*	39,2	-0,7 %	8,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier*	39,1	0,8 %	5,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier*	48,4	-0,3 %	11,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier*	1,26	0,00	-0,07
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier	108,9	0,2 %	0,6 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	janvier	119,2	-0,3 %	-0,3 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	janvier	103,5	3,8 %	-9,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	janvier	100,3	0,0 %	0,5 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

*Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 11 au 17 mars 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE				
Profil instantané d'une journée des détenus dans les établissements correctionnels pour adultes du Canada	1996			
Internet		85-601-XIF	40	40
Papier		85-601-XPF	85	85
ENQUÊTES-MÉNAGES				
Information population active	semaine se terminant le 20 février 1999	71-001-PPB	11 / 103	11 / 103
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE				
Contreplaqués de construction	janvier 1999	35-001-XIB	5 / 47	5 / 47
Fer et acier primaire	janvier 1999	41-001-XIB	5 / 47	5 / 47
Huiles et corps gras	janvier 1999	32-006-XIB	5 / 47	5 / 47
Production et disposition des produits du tabac	janvier 1999	32-022-XPB	7 / 62	7 / 62
Services de gaz	novembre 1998	55-002-XPB	17 / 165	17 / 165
PRIX				
Indices des prix de l'industrie	janvier 1999	62-011-XPB	22 / 217	22 / 217
Indice des prix des entrées dans l'agriculture	3 ^e trim. de 1998	62-004-XPB	25 / 83	25 / 83
STATISTIQUE DU COMMERCE				
Ventes de véhicules automobiles neufs	décembre 1998	63-007-XIB	13 / 124	13 / 124
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES				
Les monographies du recensement, n°4 : Les familles canadiennes à l'approche de l'an 2000	Recensement de 1991	96-321-MPF	34,95	34,95
Tendances sociales canadiennes	printemps 1999	11-008-XPF	11 / 36	11 / 36
TRAVAIL				
Emploi, gains et durée du travail	décembre 1998	72-002-XPB	32 / 320	32 / 320

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version papier; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 700-1033**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 800 889-9734**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.